

encore à adopter ne renouveleront pas une lutte passionnée. Le gouvernement de ce pays doit regarder avec un œil impartial les diverses parties de sa communauté engagées dans l'agriculture, les manufactures et le commerce. L'opinion que l'un de ces intérêts est traité d'une manière injuste provoque le mécontentement, trouble la législation et détourne l'attention de réformes utiles et nécessaires. Il faut de grandes améliorations sociales : l'éducation publique est dans un état déplorable ; le traitement des criminels est un problème non résolu ; la condition sanitaire de nos villes et villages a été singulièrement négligée.

« Nos récentes discussions ont mis à nu la misère, le mécontentement et les violences de l'Irlande : ils sont trop bien prouvés pour que l'on puisse les nier, trop grands pour qu'on puisse leur appliquer des demi-mesures.

« Si vous m'accordez de nouveau vos suffrages, mon devoir serait d'examiner les matières importantes d'accord avec les personnes qu'il plaira à Sa Majesté d'appeler dans ses conseils.

« En ce moment, un exposé plus ample de mes vues serait inopportun et imparfait.

« J'ai l'honneur, etc.,

Signé, J. RUSSELL.»

— La nouvelle de la révocation des lois des céréales a été fêtée partout, en Angleterre, par des réjouissances publiques, déploiement de bannières, salves d'artillerie, volées de cloches, notamment à Stockport, Oldham-Leigh, Rochdale, Middleton, Glasgow, Barby. A Ashton-Underhynes il a été arboré et promené des bannières sur lesquelles on lisait : « La liberté de commerce avec le monde entier ! » Un barbier avait arboré un drapeau devant sa boutique ; on y lisait : « Ici on ne rase pas les inconnus ! » A Stockport on avait érigé un énépithème. Une inscription : « A la mémoire du monopole ! » Dans presque toutes les villes, les démonstrations ont été faites surtout par les classes ouvrières. Des processions auront lieu dans quelques localités, et, dans d'autres, les chefs de fabriques régaleront les ouvriers.

— Nous avons donné le 24 juillet la liste du nouveau ministère en Angleterre, nous la redonnons beaucoup plus complète aujourd'hui d'après le *Tablet*.

Le nouveau ministère anglais

Lord Cottenham, lord chancelier ; vice chancelier lord Lyndhurst.
Marquis de Lansdowne, président du conseil ; v. lord Wharreliffe.
Comte de Minto, lord du sceau privé ; v. duc de Buccleuch.
Sir George Grey, secrétaire d'Etat au département de l'intérieur ; v. sir J. Graham.

Vicomte Palmerston, secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères ; v. comte d'Aberdeen.

Lord John Russell, premier lord de la trésorerie ; v. sir Rob. Peel.
M. Charles Wood, chancelier de l'Échiquier ; v. M. Coulburn.
Lord Campbell, chancelier du duché de Lancastre ; v. lord G. Somerset.

M. Macaulay, payeur général ; v. hon. W. Baring.
Vicomte Morpeth, grand-maître des eaux et forêts ; v. lord Canning.

Marquis de Clanricarde, directeur général des postes ; v. comte St. Germain.

Comte de Clarendon, directeur du bureau de commerce ; v. comte Dalhousie.

Comte Grey, secrétaire d'Etat au département des colonies ; v. M. Gladstone.

Sir John Hobhouse, directeur du bureau de contrôle ; v. comte Rippon.
M. Labouchère, premier secrétaire pour l'Irlande ; v. comte Lincoln.

Comte d'Auckland, premier lord de l'Amirauté ; v. comte Ellenborough.

Membres qui ne font pas partie du Cabinet.

Comte de Beshborough, lord lieutenant d'Irlande ; v. lord Heytesbury.
M. Brady, lord chancelier d'Irlande ; v. sir E. Sugden.

Duc Wellington, commandant en chef de l'armée de terre.
Marquis d'Anglesey, grand-maître de l'artillerie ; v. sir G. Murray.

E. J. Stanley, sous-secrétaire des affaires étrangères ; v. vicomte Canning.
Juge avocat, M. Ch. Buller.

Procureur général, M. S. Th. Wilde ; v. sir T. Thesiger.
Soliciteur général, M. Jervis ; v. sir Fitzroy Kelly.

Vice-président du bureau de commerce, M. T. Milner Gibson ; v. sir G. Clark.

Sous-secrétaire de l'intérieur, sir W. Sommerville ; v. hon. M. Sutton.

« à l'étranger, Rt. hon. E. J. Stanley ; v. vicomte Canning.
colonies, Benj. Hawes, Esq. ; v. lord Littleton.

Maître des mines, Rt. hon. R. L. Shield ; v. sir G. Clerk.
Secrétaires du trésor, M. Parker, v. E. Cardwell, Esq., M. Tuffnell, v. J. Young.

« du bureau de contrôle, R. hon. G. S. Byng ; v. vicomte Josselyn.
Thom. Wise, Esq. ; v. lord Mahon.

« de l'Amirauté, H. G. Ward, Esq. ; v. H. T. L. Corry.
Lord de la trésorerie, lord Ebrington.

Lord avocat d'Ecosse, M. Rutherford.

Changements dans la maison de la Reine.

Lord Chamberlain, comte Spencer ; v. comte Delaware.
Lord maître d'hôtel, comte Portesene.

Maître des écuyers, duc de Norfolk ; v. comte Jersey.
Dame d'honneur, duchesse de Sutherland ; v. duchesse de Buccleugh.

Ont refusé.

Le duc de Bedford, et le duc de Devonshire ont refusé la place qu'occupe

le duc de Norfolk. M. Ch. Villiers celle de MM. Gibson, et M. F. Baring a refusé pour des raisons particulières.

Nominations pour l'Irlande.

Le comte de Beshborough est le premier lord-tenancier résidant en Irlande qui est devenu vice-roi d'Irlande depuis le tems du duc d'Ormond.

M. Redington est le premier catholique devenu sous-secrétaire d'Etat. Il a résigné son siège au parlement.

Le lord chancelier Brady, est presque le premier avocat catholique qui soit parvenu à la première place du barreau.

La charge de Shiel est sans émolument ; elle était ordinairement jointe à la vice-présidence du bureau de commerce.

M. Wise est pour le présent dispensé d'une élection pour Waterford ; la place qu'il occupe ne l'oblige point à quitter son siège.

M. Bigot doit être baron de l'échiquier ; Sergent Stock, fait l'office de juge d'assise. MM. Moore Q. C. et Monahan, Q. C. sont procureur et solliciteur généraux ; M. Corry Connellan doit être secrétaire privé de lord Beshborough.

Tel est le personnel de la nouvelle administration, qui, comme on le voit se compose d'une manière exclusive de l'élément whig proprement dit. Lord John Russell paraît cependant n'avoir rien négligé pour arriver à la fusion des partis qui divisent la Chambre, en les faisant représenter au sein du cabinet ; mais, par des raisons diverses que l'on n'explique point il a échoué tant auprès des amis de sir Robert Peel que des représentants de la ligue. On remarquera cependant que le duc de Wellington a consenti, sur l'invitation de la Reine, à conserver le commandement de l'armée. C'est une marque de déférence que le vieux duc a donnée à la Couronne, tout en renonçant à prendre part aux délibérations du Cabinet.

MEXIQUE.

Nouvelles du Rio-Grande.— On lit dans une correspondance adressée à l'*Abrille*, de la Nouvelle-Orléans, et datée de Matamoras, 16 juillet :

« Je puis dire sans exagération que, malgré la brise du Sud qui tempère un peu l'ardeur du soleil, je n'ai jamais senti chaleur pareille à celle qui nous accable. Vous devez éprouver la température du mois d'avril, si je la compare à celle de ce climat.

« Une lettre que je reçois du camp des volontaires louisianais annonce que le mécontentement commence à percer. Les soldats ont eu la corvée d'aller couper les buissons, par la grande chaleur du jour, afin de se faire un champ de parade. La plupart en sont revenus avec la fièvre. L'idée de s'établir dans des quartiers d'été autour de Matamoras leur semble d'une pénible digestion. Enfin, ils se plaignent que le général confie aux troupes régulières toutes les expéditions à faire ; il vient encore de leur donner l'ordre d'occuper quelques petites villes sur le Rio-Grande. Quand aux volontaires, le général Taylor, selon ses propres paroles, leur laisse la tâche d'abattre les bois qui croissent sur les deux rives.

ÉTATS-UNIS.

Washington.— *Clôture du Congrès.*— Après huit mois et six jours de session, le Congrès a terminé ses travaux lundi dernier. Lorsqu'il passe en revue le résultat de ces travaux, on trouve, peut-être, que les deux chambres ont perdu trop souvent un tems précieux en discussions inutiles, mais on est forcé d'avouer, cependant, que conduits et guidés par une administration habile et libérale, les représentants de l'Union ont agité et résolu les questions les plus graves et les plus importantes qu'ait jamais discutées à la fois le Congrès Américain.

La difficulté relative à l'Orégon, cause de tant d'orages diplomatiques et parlementaires, a été terminée de la manière la plus satisfaisante ; le plan financier de M. Walker, véritable réforme fiscale, a victorieusement triomphé ; le nouveau tarif, la loi sur les magasins d'entrepôt, l'établissement d'une sous-trésorerie, l'émission des bons du trésor, la diminution graduelle du prix des terres nationales, sont autant de conquêtes pour la parti démocratique.

Le congrès des Etats-Unis s'est ajourné le 10 août, après une session de plus de huit mois. Le bill accordant au président Polk une allocation de \$2,000,000 pour le mettre en état de faire sa paix avec le Mexique en achetant la Californie, a échoué dans le sénat. Un des actes de la session qui intéresse le plus ce pays est celui qui admet au privilège de l'entrepôt et de la remise des droits, pendant une année, les denrées et marchandises importées aux Etats-Unis des provinces britanniques voisines, pour être réexportées.

— La question mexicaine fait l'objet des délibérations sérieuses du cabinet rien ne transpire, mais, assurément, quelque chose se trame. Les dépêches transmises par le commodore Conner et par le général Taylor sont données comme très importantes ; contiennent-elles ces propositions du Mexique, que le président semblait attendre ? Nous le saurons bientôt. Constatons seulement que dans sa prudence, et qu'elles que soient les probabilités de paix, le cabinet de Washington ne discontinue pas ses préparatifs belliqueux ; offrant d'une main, aux Mexicains, la branche d'olivier, il tient, de l'autre le glaive hors du fourreau ; c'est une excellente politique ; à coup sûr elle fera plus d'impression, au-delà du Rio-Grande, que tous les votes possible du Congrès.

Mentionnons, en terminant, qu'avant de se séparer, les sénateurs ont adopté le bill relatif aux allocations civiles et diplomatiques, et qu'un amendement a été introduit à ce bill, donnant à l'Exécutif les moyens de rétablir les relations pacifiques entre le Mexique et les Etats-Unis. Cet amendement est passé presque inaperçu, mais il est gros de conséquences, et l'application ne s'en fera pas attendre.

Le bill relatif à l'organisation administrative de l'Orégon n'a pas été pris